

L'opposition accepte la victoire sans appel du MPLA

Mardi 09 septembre 2008

Alors qu'environ 80% des suffrages ont été dépouillés, le leader de l'Unita, principal mouvement d'opposition angolais, a déclaré "souhaiter que le parti au pouvoir dirige le pays". Le MPLA recueille 81,7% des voix.

L'ancienne rébellion angolaise devenue principale force d'opposition, l'Unita, s'est inclinée lundi devant la victoire sans appel du parti au pouvoir en Angola, le MPLA, sans même attendre les résultats définitifs des législatives de vendredi.

"Maintenant que près de 80% des suffrages ont été dépouillés et malgré tout ce qui a pu se produire, le leadership de l'Unita doit accepter le résultat des élections", a déclaré son président, Isaias Samakuva, cité par l'agence de presse d'Etat Angop.

Le leader de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) a ensuite "souhaité que le parti au pouvoir dirige le pays dans l'intérêt de tous les Angolais."

Selon des résultats partiels annoncés lundi soir et portant sur 78,46% des suffrages, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) a recueilli 81,7% contre 10,38% pour l'Unita.

Le MPLA, qui disposait à l'Assemblée nationale de 129 sièges sur 220 avant le scrutin, semble avoir atteint son objectif: décrocher une majorité des deux tiers qui lui permettra de réviser la Constitution temporaire adoptée en 1991.

L'Unita avait d'abord tenté de contester ces résultats en s'appuyant sur les problèmes logistiques rencontrés vendredi dans la capitale, où de nombreux bureaux de vote n'avaient pas ouvert à l'heure, faute de bulletins de vote et de listes d'émargement des électeurs.

Ces retards avaient conduit la Commission électorale nationale (CNE) à prolonger d'une journée les opérations de vote à Luanda. Invoquant ces irrégularités, l'Unita avait demandé à la CNE d'organiser un nouveau scrutin dans la capitale, mais son recours a été rejeté lundi soir.

Dès dimanche, l'Unita avait néanmoins écarté toute autre option que la voie légale pour contester le déroulement de ces législatives, balayant le spectre d'un retour au conflit armé qui a opposé le MPLA et l'Unita durant 27 ans.

Ces élections étaient les premières organisées depuis la fin de la guerre civile en Angola. Les seules et uniques élections jamais organisées avant ce scrutin avaient eu lieu en 1992, à la faveur d'une trêve entre le MPLA et l'Unita.

A l'époque, le leader de la rébellion Jonas Savimbi avait rejeté sa défaite et repris les armes. Seule sa mort en 2002 avait mis un terme définitif au conflit, qui a fait au moins un demi million de morts.

La position de l'Unita lundi était également devenue plus difficile compte-tenu des rapports positifs rendus par les différents observateurs internationaux sur le déroulement du scrutin.

La mission des observateurs européens, qui avait évoqué "un désastre" vendredi à Luanda, a ainsi souligné que "le terme de désastre ne s'appliquait pas à l'ensemble du processus".

Au contraire, les élections ont été "transparentes et démocratiques", a estimé la chef de mission Luisa Morgantini. "Les gens ont voté en toute liberté et nous n'avons vu aucun signe de violence ou d'intimidation durant la campagne."

La mission a conclu que l'Angola avait "fait un pas positif vers la démocratie" malgré des faiblesses dans l'organisation, des problèmes de procédures et une faible place accordée à l'opposition dans les médias.

L'Union africaine (UA) avait auparavant dressé un constat encore plus positif, qualifiant les élections de "libres, démocratiques et transparentes". Les problèmes rencontrés à Luanda "ne peuvent pas remettre en cause l'issue du scrutin", avait précisé le chef de la mission, Benjamin Bounkoulou, vice-président du Sénat du Congo.

Le président portugais Anibal Cavaco Silva a pour sa part loué "la tranquillité et le civisme exemplaire de la population" de l'ancienne colonie portugaise devenue premier producteur de pétrole du continent avec le Nigeria